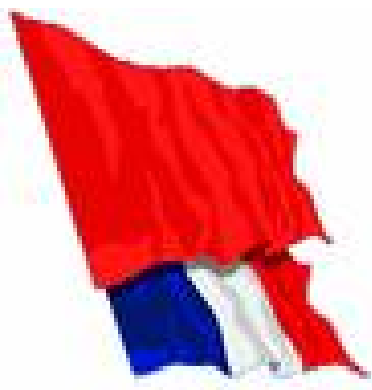


<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article616>



NON, Monsieur le Président de la République, NON ! VICHY, CE N'ÉTAIT PAS LA FRANCE !

- Résistances -



Date de mise en ligne : vendredi 10 août 2012

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Lettre ouverte adressée à François Hollande

Mettant vos pas dans ceux de Jacques Chirac en 2005, vous venez au nom de la France de faire « repentance » au cours de la cérémonie qui a eu lieu le 22 juillet dernier, commémorant la rafle du Vel d'Hiv.

« Repentance » effectuée à propos des atrocités antisémites, commises par la police dite « française » du gouvernement de Vichy.

Anciens résistants, mes camarades et moi-même, nous refusons ce type de « repentance » qui n'a d'autre objet que d'inscrire Vichy dans la continuité des gouvernements de la République et de banaliser le régime criminel de Pétain, Laval, Pucheu et Bousquet.

Parfaitement, Monsieur le Président !

LA FRANCE : C'était celle de ces hommes et de ces femmes qui, au risque de leur propre vie, avaient caché un grand nombre d'illégaux, ce qui avait permis à 75 % de juifs d'échapper à la mort certaine que leur réservaient le « gouvernement » de Vichy et les nazis.

Ces gens là qui ont été l'honneur de notre pays durant cette période, pensez-vous sérieusement qu'ils souhaitent, qu'en leur nom, vous fassiez « repentance » ? De quelle repentance devait-il s'agir pour eux ?

À ce propos, je vous rappelle que, jusqu'à ce jour, pour tous ceux qui risquèrent leur vie pour en sauver d'autres, pas un seul geste de reconnaissance pour les honorer n'a été effectué par nos gouvernants et cela est impardonnable.

LA FRANCE : C'était celle qui, de Londres, sous la direction du Général de Gaulle, organisait hors de notre pays occupé, la deuxième division blindée du Général Leclerc. Les Forces Françaises Libres commandées par le Général de Lattre, ou encore l'escadrille Normandie-Niemen qui faisait briller les couleurs françaises sous les cieux de l'Union Soviétique, le pays qui, à Stalingrad, en accomplissant des sacrifices énormes, nous a donné la certitude que la bête immonde était écrasée et que la victoire définitive serait pour bientôt.

LA FRANCE : C'était, celle de Jean Moulin et des Résistants qui, grâce à leur engagement et à leur sacrifice, permirent à notre pays (seule Nation occupée en Europe à avoir cet honneur) d'être présent à Berlin, le 8 mai 1945 aux côtés des Alliés, pour recevoir la capitulation sans condition des armées nazies.

LA FRANCE : C'était celle du Conseil National de la Résistance et de son programme dont la lecture démontre qu'il est toujours d'une brûlante actualité, mais qu'il est, également, totalement antinomique de cette Europe que vous nous imposez.

Oui ! Imposer est bien le mot qui convient, car malgré le refus par le peuple français de cette Constitution lors du référendum du 29 mai 2005, vous avez, pour nous la faire accepter, mis en place une importante intoxication médiatique.

Malgré cette intoxication, 25 500 000 Français avaient dit NON à une Constitution qui devait nous soumettre et nous enchaîner à cette Europe.

LA FRANCE : C'était, également, celle de ces hommes et de ces femmes, français ou étrangers, qui luttèrent jusqu'à

la mort contre l'occupant et ses valets de Vichy.

Ces hommes et ces femmes qui, arrêtés et effroyablement torturés, supportèrent l'insupportable et eurent encore le courage, devant le peloton d'exécution, de crier : VIVE LA FRANCE !

Et, pour un certain nombre de mes proches amis, d'ajouter : VIVE LE PARTI COMMUNISTE !

LA FRANCE : C'était la Résistance qui, dès 1940, malgré les arrestations et les internements des meilleurs fils de notre pays, voyait Charles Tillon, dirigeant national du Parti Communiste, lancer, le 17 juin 1940 depuis Bordeaux, un appel à la Résistance en déclarant : *« Mais le peuple français ne veut pas de l'esclavage, de la misère du fascisme.....mais un gouvernement populaire s'appuyant sur les masses, libérant les travailleurs..... luttant contre le fascisme hitlérien et les 200 familles, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes.*

Peuple des usines, des champs, des magasins et des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes Unissez-vous dans l'action ».

Le lendemain, c'était le Général Charles de Gaulle qui, à son tour, déclarait sur Radio Londres : *« La flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et elle ne s'éteindra pas ! ».*

LA FRANCE : C'était l'insurrection victorieuse du peuple parisien. Insurrection placée sous les ordres du Colonel Henri Rol-Tanguy, militant communiste qui, aux côtés du Général Leclerc, reçut la capitulation de la garnison allemande occupant Paris.

Ceci fit dire au Général de Gaulle : *« Paris libéré, mais libéré par lui-même ! ».*

LA FRANCE : C'était celle des organisations de Résistance qui, dès 1940 et début 1941, furent officiellement homologuées « Unités combattantes » par le ministère des Armées.

Parmi les toutes premières organisations « homologuées » qui avaient pris les armes contre l'occupant, il y avait l'Organisation Spéciale du PCF (l'O.S.), officiellement reconnue « Unité combattante » dès octobre 1940. Puis, ce sont ensuite les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP-F) et les Francs-Tireurs et Partisans de la Main d'Ruvre Immigrée (FTP-MOI) qui furent homologués le premier mai 1941, bien avant l'attaque de l'armée nazie contre l'Union Soviétique.

Les unités FTP-MOI qui se battaient sous la direction du PCF sont, aujourd'hui, désignées par des historiens comme le « Fer de lance de la Résistance armée française ».

Pour la mise en évidence du rôle primordial joué par les communistes au sein de la résistance française, c'est Henri Noguères, le résistant et écrivain, non communiste, de la Résistance qui écrit :

« Je pense que c'est faire un injuste procès à un grand nombre de résistants et faire insulte à de nombreux communistes que de propager cette idée reçue selon laquelle la résistance n'aurait commencé pour le Parti communiste qu'au lendemain de l'agression contre l'URSS.

Tillon à Bordeaux, Marcel Paul en Bretagne, Romagon en Champagne, Ouzoulias à Paris, Lecoœur dans le Nord et ce

NON, Monsieur le Président de la République, NON ! VICHY, CE N'ÉTAIT PAS LA FRANCE !

ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres qui ont regroupé, dès 1940, tant de militants communistes dans la résistance active. Notamment, en créant l'Organisation spéciale (O.S.) qu'il n'est pas convenable, ni même simplement décent, de prétendre, comme l'ont fait tant de mémorialistes à mémoire courte et sélective et tant d'historiens à vue basse, plus soucieux d'atteindre leur objectif que de faire preuve d'objectivité, que seuls des communistes agissant à titre individuel ont participé aux combats de la résistance pendant toute la première année.

Et il ajoute : « *il est toute fois une supériorité que nul ne peut contester aux communistes : c'est la part dominante, déterminante, prise par la résistance communiste dans le domaine de l'action directe ... Ils ont été, pendant très longtemps, pratiquement les seuls à frapper l'occupant, en multipliant les attentats individuels, les embuscades, les sabotages ferroviaires, les attaques des locaux.*

L'ensemble de la Résistance, en reconnaissant, par la suite, la nécessité de donner la priorité à l'action immédiate, rendra hommage à la tactique de guérilla à outrance, préconisée par les FTP ».

Pour faire une comparaison, il est utile de rappeler que ce n'est que le 15 mars 1944 que le Conseil National de la Résistance préconisa : « *La lutte armée à outrance !* »

Cela dit, NON ! VICHY, CE N'ÉTAIT PAS LA FRANCE ! VICHY C'ÉTAIT L'ANTI-FRANCE !

VICHY : Ce n'était plus la République, c'était « l'État Français » (qui de français n'avait plus que le nom) qui ordonna à sa police d'organiser et de participer à la rafle des juifs le 16 juillet 1942.

VICHY : C'était le gouvernement des « deux cents familles » qui, depuis 1930, oeuvraient à la défaite de notre pays, en déclarant « *plutôt Hitler que le Front Populaire* ». Pendant l'occupation, ils s'enrichirent en collaborant à outrance.

VICHY : C'était le coup d'État du 10 juillet 1940 où une majorité de députés félons remirent notre Nation entre les mains d'un maréchal vendu à l'occupant, afin que celui-ci puisse étrangler la République dans un semblant de démocratie.

VICHY : C'était Pétain, l'homme de l'extrême droite, qui en accord avec les nazis ordonna la déportation des enfants juifs, traître à son pays, abusant du nom de soi-disant vainqueur de Verdun, qui chercha à tromper le peuple de France avec son titre de Maréchal. C'est Pétain qui décora François Mitterrand de la Francisque. En remerciement, Mitterrand fit, pendant ses deux législatures, fleurir la tombe du vieux maréchal renégat.

VICHY : C'était Laval, Pucheu, Bousquet.

Laval, président du Conseil : sous la pression des Allemands, en avril 1942, il accentua la politique de collaboration avec l'Allemagne ; condamné à mort pour haute trahison, il fut exécuté en 1945.

Pucheu se rendit, en octobre 1942, à Châteaubriant pour désigner 27 internés, pour l'essentiel des communistes, parmi lesquels se trouvait Guy Môquet, afin que tous soient fusillés par l'armée allemande.

Et puis, il y eut le sinistre Bousquet, grand responsable de la déportation des juifs, fidèle serviteur des nazis, qui sut, après la libération, grâce à ses relations, échapper à l'épuration.

C'est ce répugnant personnage que le président Mitterrand invita à déjeuner à l'Élysée.

Pourquoi ? Avaient-ils, l'un et l'autre, des choses à cacher ?

Si tel était le cas, je pense que vous n'auriez plus à vous vanter d'être l'héritier politique de Mitterrand, car cela ne pourrait vous honorer.

À l'heure actuelle, avec l'histoire de France enseignée dans nos collèges ou lycées, sous le nom de programmes officiels dénués d'objectivité, on construit une « Histoire européenne » imaginaire, en détruisant les repères chronologiques et factuels, les plus élémentaires, en matière d'histoire nationale.

Pour conclure, je dirai que cette entreprise systématique d'oblitération et de négation du passé national progressiste, nous oblige, nous les Anciens résistants, à inviter les citoyens épris de justice et respectueux de la vérité historique, à exiger un enseignement qui permette aux jeunes citoyens de connaître la véritable histoire de la résistance française, afin qu'il devienne impossible, pour qui que ce soit, de falsifier l'histoire et d'imposer une « repentance » à l'ensemble de la population française, ainsi que les crimes épouvantables commis par les traîtres, les criminels et les tortionnaires des forces mises au service de la collaboration par l'État pétainiste.

En espérant que vous tiendrez compte des appréciations portées ci-dessus, afin que l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants puisse ressembler à celui, pour lequel 50 % de mes camarades combattants de Carmagnole et Liberté ont donné leur vie, convaincus que les survivants sauraient bâtir ce monde idéal auquel ils aspiraient tant, je vous remercie, par avance, pour l'attention que vous voudrez bien porter à la présente, et vous prie de bien vouloir agréer les salutations d'un vieil homme, viscéralement attaché au respect de la vérité historique.

Léon Landini,

Président de l'Amicale des Anciens FTP-MOI des bataillons Carmagnole et Liberté,

Président du Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF),

Officier de la Légion d'honneur,

Médaille de la Résistance,

Grand Mutilé de Guerre, suite aux tortures endurées au cours de mon internement au Fort-Montluc à Lyon.